



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Sécurité

- Seine-Maritime. Feu de forêt et de culture : 90% des départs sont d'origine humaine, comment agir ? (Tendance Ouest)
- Seine-Maritime. "L'été débute désormais en avril" : les pompiers font un bilan et se préparent aux risques d'incendies (Courrier Cauchois)
- Quels sont les moyens mobilisés pour votre sécurité cet été 2026 en Seine-Maritime ? (Paris Normandie)
- Un exercice de secours grandeur nature sur le plage du Havre ce mercredi (Ici Normandie)
- Normandie. 14 Juillet : cette nouvelle règle "des 200 mètres" pourrait contraindre votre commune à annuler son feu d'artifice (Tendance Ouest)
- Près de Lillebonne. Important incendie : plus de deux hectares d'un champ de blé partis en fumée (Courrier Cauchois)
- Barentin. "Ce ne sont pas les génies de la revente de shit" : quatre suspects de trafic de drogue en liberté jusqu'à leur jugement (Courrier Cauchois)
- À Rouen, la maison de Simone de Beauvoir de nouveau taguée : que peut faire la mairie (76actu)
- Victimes et prévenus ou la fin tragique d'un rodéo à deux-roues près du Havre (Paris Normandie)

Transport

- Rouen : le raccordement de la Sud III au pont Flaubert fait-il gagner du temps aux automobilistes ? (Paris Normandie)

Économie et vie des entreprises

- Entreprise. 210 millions d'euros depuis 2021 : Ferrero investit encore en Normandie (Courrier Cauchois)
- Reprise de Vallourec près de Rouen : la Métropole acheteuse pour y déployer son projet de tramway ? (Paris Normandie)

Collectivités locales et équipements publics

- "C'est un grand ouf" : à Dieppe, les habitants soulagés après la réouverture du pont Colbert (Ici Normandie)
- Le pont tournant Colbert, la "petite tour Eiffel" de Dieppe, enfin rouvert à la circulation après 6 mois de grogne (France 3)
- La Métropole de Rouen accélère la collecte des déchets en véhicules électriques (Paris Normandie)

Social et société

- Canteleu. Canicule : du "lait de chaux" pour protéger une route très fréquentée (Courrier Cauchois)

Santé

- Quand deux vagues de chaleur se télescopent aux urgences : "on se prépare à un nouveau pic d'appels" (France 3)

Tourisme

- Insolite. Ce lieu normand voit ses recherches mondiales exploser de 880% avant l'été 2026 ! (Tendance Ouest)

Patrimoine

- Elle a une valeur historique rare : la synagogue d'Elbeuf sauvée de la mérule grâce à un don exceptionnel (France 3)
- Grâce à un don exceptionnel, la synagogue d'Elbeuf est sauvée de la mérule (Paris Normandie)

Acteurs publics

- Philippe Juvin propose un fonds de réserve pour sécuriser les retraites des fonctionnaires
- Présidentielle : Bruno Retailleau souhaite redéployer 125 000 fonctionnaires sur le terrain grâce à l'IA
- La discrète mission "État efficace" dévoile ses chantiers et esquisse une doctrine sur l'agencification
- Rendez-vous salarial dans la fonction publique : le ministre David Amiel écarte la hausse du point d'indice et mise sur des mesures ciblées

Seine-Maritime. Feu de forêt et de culture : 90% des départs sont d'origine humaine, comment agir ?

Margaux Fresnais

3-4 minutes

La saison des feux de végétation commence désormais dès le printemps et non plus à la mi-juillet. Face à cette augmentation, due au réchauffement climatique, les autorités et les secours appellent à la vigilance et la responsabilité de chacun.

Des incendies qui arrivent de plus en plus tôt

En Seine-Maritime, le nombre d'incendies en avril est passé d'une moyenne de quatre à sept, ces quatre dernières années, à une trentaine en 2025 et à vingt-trois en 2026. Au total, 121 interventions ont déjà eu lieu cette année, sur l'ensemble du département. Cela concerne principalement des feux de végétation. "*Ces chiffres montrent l'évolution de la pression que subit le milieu naturel avec des [températures élevées](#) et plus tôt dans l'année*", alerte [Jean-Benoît Albertini](#), préfet de Seine-Maritime.



Le préfet de Seine Maritime, Jean-Benoît Albertini, et des représentants du SDIS76 étaient présents, mardi 7 juillet, à la caserne de pompiers de Tôtes, pour faire le point sur les feux dans les espaces naturels. - Margaux Fresnais

L'imprudence humaine au cœur des risques

Le risque ne concerne plus uniquement le sud de la France. Le colonel Eric Jouanne, directeur départemental des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime, déplore *"des comportements inconsidérés"*. 90% des départs de feu sont d'origine humaine. Un mégot jeté, un barbecue en période d'alerte ou le non-respect de l'interdiction des feux d'artifice à moins de 200m des espaces naturels suffisent, avec un léger vent, à propager des flammes.

- **A lire aussi.** [Seine-Maritime. Un feu se déclare dans un champ, 18 hectares et une machine agricole en feu](#)

Agriculteurs et promeneurs : les bons gestes

Pour Michaël Boucheny, responsable de la Défense des forêts contre les incendies ([DFCI](#)) en Normandie, la [prévention](#) reste l'arme principale. Des gestes simples au quotidien permettent d'éviter le pire. *"Lors des bivouacs, il faut éviter les feux de camp, ne pas fumer en zone boisée et ne rien jeter, surtout pas des mégots allumés"*, explique-t-il. [Les agriculteurs](#) sont eux aussi appelés à la vigilance et invités durant cette période de moisson à entretenir régulièrement le matériel agricole, à ne pas laisser d'engin sur une parcelle sans surveillance, à éviter les travaux agricoles durant les heures les plus chaudes, à s'équiper d'un extincteur à eau avec additif (6L) ainsi que d'une batte à feu, et à créer des bandes de coupe-feu en bordure d'habitations ou sur les grandes parcelles. *"Il faut en appeler à la responsabilité de chacun pour diminuer les risques"*, insiste Jean-Benoît Albertini.

Si la formation de la population aux feux de forêt augmente, la vigilance doit rester constante. Il y a 15 ans, un sapeur-pompier seinomarin sur vingt était formé à agir contre les feux de forêts, aujourd'hui, il s'agit d'un sur huit.

En cas de départ de feu, le bon réflexe à adopter est d'appeler immédiatement le 18 ou 112 en indiquant la localisation précise, les accès et la surface menacée.

[Photos] Seine-Maritime. "L'été débute désormais en avril" : les pompiers font un bilan et se préparent aux risques d'incendies

Julie Hervieux

5-6 minutes

Ce mardi 7 juillet, Jean-Benoît Albertini, préfet de la Seine-Maritime et de la Normandie, a donné une conférence de presse au centre d'incendie et de secours de Tôtes pour faire le point sur les risques incendies accrus ces dernières semaines.

D'importants renforts envoyés

Plusieurs dizaines de sapeurs-pompiers volontaires et professionnels de Seine-Maritime se sont rendus ces derniers jours dans le Cher, dans l'Aude et dans les Pyrénées-Orientales afin de donner un coup de main à leurs confrères confrontés à d'importants feux d'espaces naturels. En France, du 17 au 28 juin 2026, 3 280ha d'espaces naturels ont été touchés par plus de 120 feux. *"En Seine-Maritime, un pompier sur huit est formé aux incendies de végétation, expliquait Eric Jouanne, directeur départemental du Sdis 76. Il est normal d'envoyer du renfort ailleurs, on est contents de voir du renfort chez nous quand il y a besoin."*



En début d'année, les sapeurs intéressés s'inscrivent sur une liste et sont appelés au besoin pour intervenir hors département comme Mehdi Astic et Grégory Gautier. Ils sont envoyés pour quelques jours sur place avant qu'une rotation ne soit effectuée car cela est très éprouvant pour leur santé - Julie Hervieux

Un groupe de sapeurs est envoyé sur place avec six véhicules (4 moyens feu de forêt, 1 voiture de commandement et 1 véhicule d'appui). Grégory Gautier, pompier professionnel et chef de groupe feux de forêt, mais aussi volontaire à Fontaine-le-Dun, s'est rendu dans le Cher. Mehdi Astic, pompier volontaire à Tôtes, était lui aussi dans le Cher, dans l'Aude et dans les Pyrénées Orientales. *"Dans les Pyrénées, le feu n'était pas maîtrisé à notre arrivée. Nous devons faire des manœuvres difficiles"*, racontait Mehdi Astic. *"Les conditions météo, nos tenues qui nous donnaient encore plus chaud, ce n'était pas simple pour nous"*, ajoutait Grégory Gautier.

Des interventions à la hausse

Face à cette situation dans le Sud, l'Etat a choisi de renforcer également ses moyens en Seine-Maritime car *"le changement climatique modifie durablement la nature des risques, et la Seine-Maritime doit désormais s'y préparer pleinement"*, expliquait Jean-Benoît Albertini. En 2026, [121 interventions ont déjà eu lieu en Seine-Maritime](#) pour des feux de végétation, principalement depuis le mois d'avril. Une tendance à la hausse est à noter, avec 274 interventions pour ce motif en 2025, 151 interventions en 2024 et 243 interventions de ce type en 2023, année marquée par quatre épisodes de canicule. *"18% du département est boisé, une grande partie ce sont des champs (61%)". Nous devons nous préparer pour les années à venir car nous subissons les effets du réchauffement climatique et l'été débute désormais en avril"*, relevait Eric Jouanne. En Seine-Maritime, après les grands incendies de 2022, huit véhicules feux de forêts de dernière génération ont été acquis.



Une fois en place, les sapeurs installent des jets d'eau afin de créer une bulle d'eau devant les

camions pour se protéger de la chaleur de l'incendie qui se rapproche. Les avertisseurs sont ensuite allumés pour signaler leur présence (photo 1). L'incendie peut rapidement progresser dans leur direction - Julie Hervieux

Des mesures en cas de fortes chaleurs

Lors de la dernière canicule, [plusieurs mesures ont été mises en place](#) sur le département par la préfecture et pourraient être d'actualité en fin de semaine puisqu'une prochaine canicule est attendue. *"L'interdiction des travaux dans les champs pendant la canicule a été bien respectée par les agriculteurs, nous n'avons pas rencontré de problème"*, soulignait Jean-Benoît Albertini. *"Neuf départs de feux sur dix sont d'origine humaine : les premiers moyens de lutte restent la prévention et le respect des consignes, insistait Eric Jouanne. Nous appelons à la vigilance des concitoyens, ne jamais allumer de feu en forêt ou à proximité, à ne pas jeter de mégots même éteints, et à ne pas utiliser d'outils ou d'engins susceptibles de produire des étincelles près des zones végétalisées (disqueuse, barbecue, feux festifs...)"*.



Pour cette simulation, un important feu de forêt s'approchait d'une habitation. Plusieurs camions et sapeurs ont été dépêchés sur place et se sont garés face au feu avant de déclencher les avertisseurs lumineux et sonores afin qu'un avion les repère et largue des quantités d'eau sur la zone - Julie Hervieux

A quelques jours du 14 juillet, le préfet a tenu à rappeler qu'il est interdit depuis 1970 *"de tirer un feu d'artifice à moins de 200m d'un risque (champ, forêt, habitation)"* et que *"le risque n'est pas négligeable, il faut y être attentif. C'est le message que nous passons aux élus aujourd'hui"*.

Quels sont les moyens mobilisés pour votre sécurité cet été 2026 en Seine-Maritime ?

Suzelle Gaube

7-9 minutes

Comme tous les ans depuis trois ans, la préfecture de Seine-Maritime fait le bilan des moyens engagés pour la sécurité des habitants et des estivants durant l'été. Cet été 2026, le préfet met encore plus l'accent sur la prévention, surtout en ces temps de fortes chaleurs.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Mercredi 8 juillet 2026, vers 15h30, l'hélicoptère de la Sécurité civile, Dragon 76, a participé à un exercice sur la plage du Havre avec les pompiers et la vedette de la SNSM. - Suzelle Gaube/Paris Normandie



Par [Suzelle Gaube](#)

Publié: 8 Juillet 2026 à 20h16 Temps de lecture: 2 min

C'est sous les yeux de baigneurs et de Havrais sur la plage qu'un exercice grandeur nature s'est déroulé. Une intervention en mer, à quelques dizaines de mètres du bord de la plage au Havre, mercredi 8 juillet 2026. Vers 15h30, l'hélicoptère de la Sécurité civile, Dragon 76, avec les pompiers et la vedette de la SNSM simulent la prise en charge par treuillage d'un nageur en difficulté. Un exercice impressionnant et de précision avec l'hélicoptère qui doit s'approcher d'une dizaine de mètres du bateau de la SNSM.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« **Un dispositif de surveillance important** »





Mercredi 8 juillet 2026, vers 15h30, l'hélicoptère de la Sécurité civile, Dragon 76, a participé à un exercice sur la plage du Havre avec les pompiers et la vedette de la SNSM. - Suzelle Gaube/Paris Normandie

Il est réalisé dans « des conditions réelles, sur un plan d'eau occupé, avec une forte densité d'activité qui montre à la fois la maîtrise professionnelle, la prise de risque aussi que ça peut occasionner de la part des sauveteurs, décrit le préfet de Seine-Maritime, Jean-Benoît Albertini. C'est pour ça qu'il faut aller au-devant de tout ce qui peut réduire ce risque : la fréquentation de lieux dangereux sur le littoral, mais aussi en zone de baignade non surveillée. »

Des situations auxquelles sont aussi confrontées les autorités de Seine-Maritime, « malgré un dispositif de surveillance qui est important. Par exemple, au Havre, avec un linéaire important qui est couvert par les sauveteurs de la SNSM, par ceux des CRS, et un petit peu plus loin par ceux du Sdis 76 (service départemental d'incendie et de secours) », ajoute le préfet.

5 à 6 noyades en Seine-Maritime



Les pompiers ont donné le top départ à l'exercice en mer. - Suzelle Gaube/Paris Normandie

L'accident auquel on pense le plus ? La noyade avec ou sans décès. « Depuis le début de l'année, il y en a eu 400 au national. En Seine-Maritime, nous en avons cinq ou six, dont trois lors de la période de forte chaleur. Les jeunes, en particulier, sont tentés de se baigner, se rafraîchir, dans des conditions qui ne sont pas toujours sécurisées. » Il pense notamment au décès récent de [deux jeunes à la base de Jumièges](#) et à celle de Bédane, dans des secteurs de baignade non surveillée.

Un mort à Saint-Jouin-Bruneval



La gendarmerie maritime avait son stand, comme d'autres autorités sur le front de mer du Havre, mercredi 8 juillet 2026. - Suzelle Gaube/Paris Normandie

« C'est là que le danger réside. Soit par le choc thermique, par l'accident qui peut survenir en fonction de l'état de santé, soit par des objets qui peuvent se trouver au fond de l'eau », précise le préfet.

Pendant l'intervention des autorités, [un accident survenait sur la plage de Saint-Jouin-Bruneval](#). Un homme de 73 ans qui sortait de la mer avec sa petite-fille a été victime d'un malaise cardiaque. Ranimé, il a été victime d'un second arrêt, qui lui a été fatal malgré l'intervention des secours.

Les tirs de feu d'artifice et les feux de forêt





La police nationale était représentée, et notamment sa cellule anti-rodéo. - Suzelle Gaube/Paris Normandie

En termes d'événements liés à la chaleur, le préfet pense aussi aux « *incendies d'espaces naturels qui exposent la sécurité des intervenants* ». En lien avec ce genre d'incidents : « *les festivités du 14 juillet. Cette année, nous portons un message de plus grande vigilance, sur les conditions de tir des feux d'artifice*, indique Jean-Benoît Albertini. *Lorsque la végétation a subi des épisodes de stress hydriques, l'état de la végétation va favoriser le départ de feux accidentels et la propagation vers des incendies beaucoup plus importants. Près de 20 % du territoire de la Seine-Maritime est couvert par des forêts et ces risques peuvent être jugulés.* »

Aussi « une délinquance d'opportunité »

Les enjeux ne se limitent pas forcément au bord de l'eau ou en forêt. « *La période estivale est aussi une période d'attention notamment pour la police et la gendarmerie sur la sécurité des personnes et des biens* ». Il y a « *une délinquance d'opportunité : les flux touristiques importants et la chute de la vigilance à la façon de verrouiller sa voiture, son domicile* ». Il met l'accent sur la présence des « *patrouilles renforcées* » des forces de l'ordre « *dans les secteurs les plus à risque* ».

Lire aussi

[Vigilance jaune canicule en Seine-Maritime : nouveaux horaires pour la collecte des déchets au Havre](#)

[Football – HAC. Un cadre des Ciel et Marine annonce son départ...](#)

[Un Été ensemble à Gonfreville-l'Orcher : le programme des ateliers, jeux et sports en juillet 2026](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Un exercice de secours grandeur nature sur le plage du Havre ce mercredi

4-6 minutes

Les autorités assistent à un exercice de secours par l'hélicoptère Dragon 76 et la SNSM © Radio France - Amélie Bonté

Diffusé le jeudi 9 juillet 2026 à 7:31

Publié le jeudi 9 juillet 2026 à 7:31

Alors qu'un homme de 73 ans est décédé mercredi 8 juillet sur la plage de Saint-Jouin-Bruneval, un exercice de secours grandeur nature avait lieu au même moment sur la plage du Havre.

Cet été, place à la détente, mais il faut tout de même restez vigilant ! Vigilant quant aux **risques de noyade, de malaise, d'isolement par la marée**. D'ailleurs [un homme de 73 ans est décédé ce mercredi 8 juillet sur la plage de Saint-Jouin-Bruneval](#), non loin du Havre. Il a fait un malaise, les secours n'ont pas pu le réanimer.

L'hélicoptère Dragon 76 devait hélitreuiller une victime depuis une vedette de la SNSM. © Radio France - Amélie Bonté

Alors évidemment, **notre littoral et nos bases de loisirs sont surveillés cet été**. La gendarmerie prévoit un renforcement de 40 militaires sur la base de loisirs de Jumièges et sur le littoral ; la police nationale activera son vivier de 225 réservistes pour des patrouilles et les pompiers, le SDIS 76 met en place 26 postes de secours, ce qui représente 294 surveillants de baignade. Des secours mobilisés tout l'été et qui s'entraînent régulièrement pour être prêts dès que c'est nécessaire. Ce mercredi sur la plage du Havre, **un exercice grandeur nature a eu lieu en présence des autorités** et sous les yeux des vacanciers. L'hélicoptère jaune et rouge Dragon 76 devait hélitreuiller une victime, depuis un bateau de la SNSM en mer, non loin du bord de plage, avec de nombreux voiliers sur l'eau.

Une collaboration bien rodée de tous les services : pompiers, gendarmerie, police, SNSM, qui réalise ce type d'exercice deux fois par mois.

- [Le Havre](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Noyade](#)
- [Vacances d'été](#)
- [Été](#)
- [Secours – Pompiers](#)

Normandie. 14 Juillet : cette nouvelle règle "des 200 mètres" pourrait contraindre votre commune à annuler son feu d'artifice

Mathilde Rabaud

~4 minutes

A quelques jours de la fête nationale, plusieurs municipalités normandes revoient leurs festivités. En cause, un risque d'incendie particulièrement élevé après des semaines de chaleur et de sécheresse. Selon les territoires, les décisions reposent sur des arrêtés préfectoraux ou sur le niveau de vigilance en vigueur.

Un arrêté préfectoral "en vigueur sur l'ensemble de la Normandie" applicable du **15 juin au 15 septembre** encadre strictement les spectacles pyrotechniques. Les feux d'artifice sont notamment interdits lorsqu'ils sont tirés à proximité des espaces boisés, avec **une règle des 200 mètres** destinée à limiter tout [départ de feu](#).

- **A lire aussi.** [Lillebonne. Risque d'incendies : le feu d'artifice du 14-juillet est reporté](#)

Maromme remplace son feu d'artifice par un spectacle lumineux

Certaines communes n'ont donc pas eu d'autre choix que de modifier leur programme.

C'est le cas de **Maromme**, près de Rouen. Dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux, la municipalité explique sans détour les raisons de cette décision :

"Maromme a dû adapter son dispositif habituel. Le traditionnel feu d'artifice ne sera donc pas maintenu mais, soucieuse de préserver ce moment festif, la Ville a choisi de vous proposer une alternative spectaculaire avec un show lumineux et pyrotechnique de la compagnie Luminescence qui promet de vous émerveiller !"

La sécheresse place plusieurs départements sous surveillance

Ces restrictions s'expliquent par une situation météorologique exceptionnelle.

Dans le [Calvados](#), la préfecture souligne que les "**conditions hydro-météorologiques sont devenues extrêmes**" depuis le déclenchement de la vigilance sécheresse le 17 juin. Elle précise également que "**la situation apparaît plus sévère et plus précoce qu'en 2022**", avec plusieurs cours d'eau déjà à sec ou présentant des débits très faibles.

- **A lire aussi.** [Calvados. Alerte sécheresse déclenchée : voici ce que vous n'avez plus le droit de faire](#)

Les services de l'Etat évoquent aussi des nappes phréatiques insuffisamment rechargées après

l'hiver 2025-2026 et des températures record, sans précipitations significatives annoncées à court terme. Dans ce contexte, plusieurs arrêtés temporaires ont déjà interdit les spectacles pyrotechniques lors des derniers épisodes de canicule.

*Dans l'[Orne](#) et l'[Eure](#), le niveau de vigilance face au risque de feux de forêt a également été relevé ces derniers jours. La préfecture de l'Orne rappelle d'ailleurs que **"des mesures plus restrictives pourront être mises en place en fonction de l'évolution des conditions météorologiques. Il appartient aux différents acteurs de se tenir informés."***

Pourquoi toutes les communes ne sont pas concernées

Toutes les villes normandes ne sont toutefois pas logées à la même enseigne.

Chaque préfecture adapte ses décisions en fonction de la sécheresse, du risque de feu de forêt et de la configuration des sites de tir. Certaines municipalités choisissent également d'anticiper, même lorsqu'aucune interdiction générale n'est prononcée, afin d'éviter tout risque et de préserver les équipes de secours déjà fortement mobilisées pendant la période estivale.

Pour les habitants, le meilleur réflexe reste donc de consulter les informations diffusées par leur mairie dans les prochains jours. Plusieurs communes pourraient encore adapter leur programme si les températures élevées et la sécheresse persistent jusqu'au 14 juillet.

[Vidéos + photos] Près de Lillebonne. Important incendie : plus de deux hectares d'un champ de blé partis en fumée

Luc Gallais et Julie Hervieux

~2 minutes

Un incendie s'est déclaré dans un champ de blé à Saint-Nicolas-de-la-Taille, près de Lillebonne, ce mardi 7 juillet, aux alentours de 22 heures. Les secours, la gendarmerie et le maire de la commune sont sur place.

Un champ en proie aux flammes

Les flammes sont importantes et se propagent rapidement au terrain. Selon des témoins sur place, *"une moissonneuse-batteuse aurait pris feu alors qu'elle était en marche"*.

Vingt-sept sapeurs-pompiers et neuf engins ont été dépêchés pour combattre le sinistre. Ils viennent de Gravenchon, Bolbec, Montilliers, Goderville, Fauville et du Havre. Un engin agricole et des agriculteurs agissent également pour contenir les flammes et éviter leur propagation. *"Les exploitants agricoles de Saint-Jean-de-Folleville ont prêté main forte, il y a eu une solidarité agricole pour déchaumer le champ"*, explique Michel Cavelier, le maire de Saint-Nicolas-de-la-Taille. *"C'était un peu ma hantise que cela se produise."* Aucune maison n'a été touchée. Le lotissement à proximité a été sécurisé.

2,5 hectares brûlés

L'incendie a été éteint aux alentours de minuit. Au total, 2,5 hectares sur les 11 de la parcelle de l'agriculteur ont brûlé. Les pompiers étaient sur place après minuit pour noyer la moissonneuse-batteuse.

Barentin. "Ce ne sont pas les génies de la revente de shit" : quatre suspects de trafic de drogue en liberté jusqu'à leur jugement

Nicolas Durand

~3 minutes

En milieu de semaine dernière, *Le Courrier Cauchois* relatait l'interpellation de sept individus par les militaires de la brigade de gendarmerie de Pavilly. Deux d'entre eux ont été présentés en comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC).

Plus de deux kilos de résine

Les quatre autres individus ont été présentés dans le cadre d'une comparution immédiate, jeudi 2 juillet, devant le tribunal correctionnel de Rouen. Pour rappel, le parquet leur reproche d'avoir détenu ou transporté des stupéfiants sur des périodes qui varient selon les suspects. Lors de l'enquête, des perquisitions ont eu lieu à Barentin, mais aussi à Saint-Pierre-de-Varengeville et dans l'agglomération rouennaise. Les opérations ont été fructueuses. Les forces de l'ordre ont découvert 2,5kg de cannabis, sous forme de résine ou d'herbe, ainsi que divers objets matérialisant un éventuel trafic : balance, pochons, couteaux, etc. Les gendarmes ont saisi neuf téléphones portables, une tablette numérique, 1 825 euros en liquide, trois véhicules automobiles ainsi qu'une trottinette électrique et des armes (machette, lacrymogène).

Parmi eux, un seul a demandé un délai pour préparer sa défense. Les autres souhaitaient être jugés ce jour-là. L'idée de disjoindre l'affaire a donc été mise en débat. "*Je m'y oppose*", a déclaré le magistrat du parquet lors de ses réquisitions. *Tous les éléments sont imbriqués. Il y a le fournisseur principal, permettant aux autres d'organiser le trafic, et les témoins sont les mêmes.*"

L'affaire est renvoyée

Ce dernier a d'ailleurs été amené à statuer sur les mesures de sûreté de chacun, si l'affaire venait à être renvoyée. Le placement en détention provisoire a été demandé pour les quatre individus, afin de garantir leur présentation devant la justice. Les avocats de la défense, tour à tour, ont plaidé pour un contrôle judiciaire. L'un pouvant devoir effectuer un stage, l'autre disposant d'une garantie de logement. "*Est-ce que ce dossier mérite la détention provisoire ?*" plaide M^e Elastrasi. *C'est un trafic de cannabis à une échelle relativement basse. Ce ne sont très clairement pas les génies de la revente de shit.*"

A l'issue de l'audience, l'affaire n'a pas été disjointe et les quatre suspects ont été remis en liberté, sous contrôle judiciaire, dans l'attente de l'audience qui interviendra le lundi 24 août.

À Rouen, la maison de Simone de Beauvoir de nouveau taguée : que peut faire la mairie ?

Noa Gratigny

3-4 minutes

La maison où vécut Simone de Beauvoir, à Rouen, a de nouveau été taguée. La ville explique pourquoi elle ne peut pas systématiquement intervenir.

Sur le même thème

[Patrimoine](#)



Située rue du Petit-Mouton, la maison de Simone de Beauvoir est une nouvelle fois taguée.
(©NG/76Actu)

Par [Noa Gratigny](#) Publié le 9 juil. 2026 à 6h50

À [Rouen](#), la façade de **la maison où a vécu Simone de Beauvoir**, figure littéraire féministe, a de nouveau été recouverte de tags. Située rue du Petit-Mouton, la dégradation de ce bâtiment emblématique **ravive les critiques** des habitants sur l'état des rues du centre-ville.

La maison de Simone de Beauvoir, une nouvelle fois taguée

« Il y a quatre mois, j'avais fait une demande pour nettoyer la rue car elle était devenue un sujet polémique sur les réseaux sociaux », explique Nicolas Zuili, adjoint au maire de Rouen en charge

des quartiers de la Rive Droite. Une opération avait bien été réalisée, mais **les tags sont revenus**.



C'est ici que vécut Simone de Beauvoir. (©NG/76Actu)

Selon Nicolas Zuili, ces dégradations n'ont pas de « démarche politique » et ne visent pas particulièrement la maison de Simone de Beauvoir. Elles s'expliquent surtout par la **configuration des lieux**. « Ce sont des rues confidentielles où les tagueurs peuvent se poser sans que personne ne les voie », soutient-il.

Nettoyage et poursuites : une responsabilité des propriétaires

Si la façade est régulièrement dégradée, la ville ne peut pourtant pas intervenir systématiquement. La maison étant une propriété privée, le nettoyage incombe avant tout à son propriétaire. « Les habitants peuvent demander le nettoyage de leur façade et **c'est gratuit. Pourtant, ils ne le font pas toujours** », regrette l'adjoint au maire.

Lorsqu'un propriétaire effectue cette demande, « elle est traitée dans la semaine qui suit », souligne-t-il. Pour cela, il faut se rendre sur le site Internet de la municipalité jusqu'à trouver [la page « enlèvement de graffitis »](#).

En revanche, sans sollicitation du propriétaire, la municipalité **ne peut pas intervenir sur un bâtiment privé**. « Sauf dans un cas précis, précise-t-il : les tags injurieux ou épineux peuvent être supprimés. »

Pour engager des poursuites contre les tagueurs, c'est aux propriétaires de déposer plainte : la ville ne peut se substituer à eux. « On met des moyens à disposition, mais il nous faut des yeux. Il en va de la **responsabilité collective** », résume Nicolas Zuili.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Victimes et prévenus ou la fin tragique d'un rodéo à deux-roues près du Havre

Guillaume Lejeune

6-8 minutes

Justice. Deux jeunes gens gravement blessés, l'un souffrant même d'amnésie permanente, se renvoient la responsabilité après avoir fui les forces de l'ordre à Épouville, près du Havre.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Les deux prévenus, également victimes, ne sont pas poursuivis pour le rodéo mais pour avoir causé des blessures involontaires. - Photo d'illustration : VDN/MAXPPP.



Par [Guillaume Lejeune](#)

Publié: 8 Juillet 2026 à 12h31 Temps de lecture: 1 min

Côte à côte mais sans jamais se regarder, Norlaine B A. et Alexis L. se retrouvent ensemble face à la justice. Ils se sont violemment percutés au guidon de deux-roues le dimanche 2 juillet 2023, vers 16 h, à Épouville, [près du Havre](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

À la fois victimes et prévenus, ils ont fait appel de leur première condamnation. Ces deux jeunes gens répondent non pas de rodéo urbain, bien qu'ils aient fui les forces de l'ordre en même temps que six ou sept autres pilotes, mais de blessures involontaires.

Norlaine B A. et Alexis L., positifs au THC, ne sont pas sortis indemnes de cette violente collision. Le premier, évacué par hélicoptère le jour de l'accident, ne se souvient plus de sa date de naissance. Traumatisé crânien, son autonomie en a pris un sacré coup. Sa femme l'accompagne à l'audience et réclame des dommages et intérêts à Alexis.

Compte tenu de l'état de santé de son mari, jeune père de famille diminué, elle pourrait ne plus pouvoir travailler.

L'argent au cœur du procès

Alexis L. aussi garde de séquelles. Si ses blessures au visage ne se voient plus, il ne peut oublier les plaques que les chirurgiens lui ont posées sous la peau. Le jeune homme attend également une manne de la part de Norlaine. Les deux espèrent que les assurances mettront la main à la poche.

L'argent, voilà le cœur de ce procès qui se tient devant la chambre des appels correctionnels de Rouen. Les lourdes peines de prison avec sursis (20 mois pour Norlaine B A., 15 mois pour Alexis L.) ne semblent pas les déranger outre mesure.

Limite impudent, ou maladroit à la barre, Alexis L., salarié de 26 ans lesté de trois condamnations (port d'arme, infraction routière, détention et vente de tabac), alors titulaire du permis depuis un an

au moment des faits – il ne lui restait qu'un point – n'entre pas dans les détails. C'est son avocat, [Me Roman Gacem](#), qui tente de convaincre la cour.

« *Le scooter de mon client était assuré. Oui, il a fait un wheeling au sein d'un groupe, mais pas de rodéo. La vitesse excessive – le compteur de son T-Max 500 cm³ restera bloqué à 130 km/h, Ndlr – ne découle de rien. Il n'y a pas eu d'expertise en accidentologie.* » Le jeune conseil, qui plaide la relaxe, impute la responsabilité à Norlaine.

« Sa vie est quasiment foutue »

Même posture dans la bouche de [Me Fabien Picchiottino](#) qui intervient aux intérêts du trentenaire amnésique : « *sa vie est quasiment foutue. Je vous propose d'adresser ce dossier à l'école de la magistrature, à l'école de gendarmerie, à l'école de police, voire à l'école des avocats tant la procédure ne tient pas la route ! Il n'y a même pas le point d'impact sur la moto* », souligne le pénaliste. Il demande 50 000 euros pour son client et 15 000 euros pour sa femme.

Mais mardi 7 juillet 2026, les magistrats suivent les réquisitions de l'avocat général, en l'occurrence douze mois de prison avec sursis pour les deux et plus de permis pendant [un an de prison](#). Lors de l'audience, Bastien Diacono balayait les « *post-vérités qui arrangent les prévenus.* »

« *Ce ne sont sûrement pas la société ni les assurances qui vont les indemniser après leur comportement idiot !* », avançait pour sa part Me Arnaud Vallois, au nom du fonds de garantie des assurances.

Lui aussi est entendu. Les protagonistes ne bénéficieront d'aucune indemnisation.

Lire aussi

[Vigilance jaune canicule en Seine-Maritime : nouveaux horaires pour la collecte des déchets au Havre](#)

[Football – HAC. Un cadre des Ciel et Marine annonce son départ...](#)

[Quels sont les moyens mobilisés pour votre sécurité cet été 2026 en Seine-Maritime ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Le Havre Épouville \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Rouen : le raccordement de la Sud III au pont Flaubert fait-il gagner du temps aux automobilistes ?

Cécile Frangne

8-10 minutes

Le raccordement de la voie rapide Sud III à la tête sud du pont Flaubert a-t-il fait gagner du temps aux automobilistes rouennais depuis son inauguration, jeudi 2 juillet 2026 ? On a fait le test.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Cécile Frangne](#)

Publié: 9 Juillet 2026 à 07h55 Temps de lecture: 3 min

C'est l'une des promesses du raccordement de la voie rapide Sud III à la tête sud du pont Flaubert : fluidifier la circulation aux heures de pointe et raccourcir les temps de trajet des automobilistes souhaitant traverser la Seine.

Depuis jeudi 2 juillet 2026 et [l'inauguration des accès sud](#), les voitures engagées sur la Sud III rive gauche empruntent le nouveau viaduc au niveau de l'échangeur de Stalingrad – en amont de l'ancienne jardinerie Poullain – pour rejoindre directement le tablier du pont et la rive droite, sans avoir à passer par le rond-point de la Motte.

De neuf... à deux minutes

Un gain de temps que Jean-Luc Rolland, chef de projet à la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Dreal), estimait « *de deux à trois minutes* » pour les automobilistes qui effectuent directement la jonction.

Matthias, formateur vivant au Petit-Quevilly et travaillant à Saint-Jean-du-Cardonnay, a fait le test grandeur nature.

Mercredi 1er juillet, veille du raccordement, le temps de trajet de ce Quevillais, qui part « *tous les jours avant 8 heures du matin pour éviter l'heure de pointe sur la Sud III* » s'élevait « *à environ 18 minutes* » de porte à porte.

Dont environ 9 minutes passées depuis la Sud III jusqu'au raccordement de l'A150 sur la rive droite, à cause notamment de ralentissements au moment de s'insérer sur le giratoire de la Motte.

Avant, c'était la guerre pour s'insérer sur le rond-point de la Motte. Jeudi soir, (...) c'était le bazar de l'autre côté pour s'insérer sur l'A150. »

Yassine, Automobiliste

Des bouchons sur la rive droite ?

Vendredi 3 juillet, lendemain de la mise en service de l'accès au pont, son temps de trajet à la même heure était « *tombé à dix minutes* ». Et seulement 2 minutes 43 passées entre la voie rapide et l'A150.

Une satisfaction que ne partagent pas forcément les automobilistes circulant dans l'autre sens de circulation. Pour les usagers empruntant le pont le matin pour aller travailler sur la rive gauche de Rouen, « *deux nouveaux feux ont été installés au pied du pont pour permettre aux voitures venant de la Sud III de s'insérer au niveau des immeubles Flaubert* », relate Fanny. « *Le matin, c'est au moins cinq minutes de temps de trajet de perdu* », estime-t-elle.

Surtout, c'est le soir que la « *déception* » a été la plus forte. « *Avant, c'était la guerre pour s'insérer sur le rond-point de la Motte*, témoigne Yassine, qui travaille sur les boulevards rive gauche et rentre tous les soirs à Canteleu. « *Jeudi soir, on passait sans problème jusqu'au pont, mais c'était le bazar de l'autre côté pour s'insérer sur l'A150.* »

« Sept ans d'attente pour ça »

En cause, le rétrécissement de voie au niveau de la fameuse « virgule » servant d'accès nord au

pont et « *dont les études viennent tout juste d'être engagées* », confirmait la semaine dernière le ministre des Transports, Philippe Tabarot...

Depuis, Yassine et Fanny empruntent la sortie en direction des Docks 76 plutôt que l'A150 pour rentrer chez eux. « *Sept ans d'attente pour ça, soupire Fanny. Et je n'imagine même pas la galère que ce sera à la rentrée...* »

Contactée, la Direction Interdépartementale des Routes Nord-Ouest (Dirno) indique qu'il est encore trop tôt pour effectuer un premier bilan des conditions de circulation suite au raccordement.

En attendant, les services de l'État profitent des départs en vacances pour refaire la [couche de roulement](#) du tablier du pont Flaubert une partie de l'été.

Lire aussi



[Reprise de Vallourec près de Rouen : la Métropole acheteuse pour y déployer son projet de tramway ?](#)



[À Déville-lès-Rouen, un « acte inacceptable » à la piscine entraîne des annulations de cours](#)



Entreprise. 210 millions d'euros depuis 2021 : Ferrero investit encore en Normandie

Julie Hervieux

~3 minutes

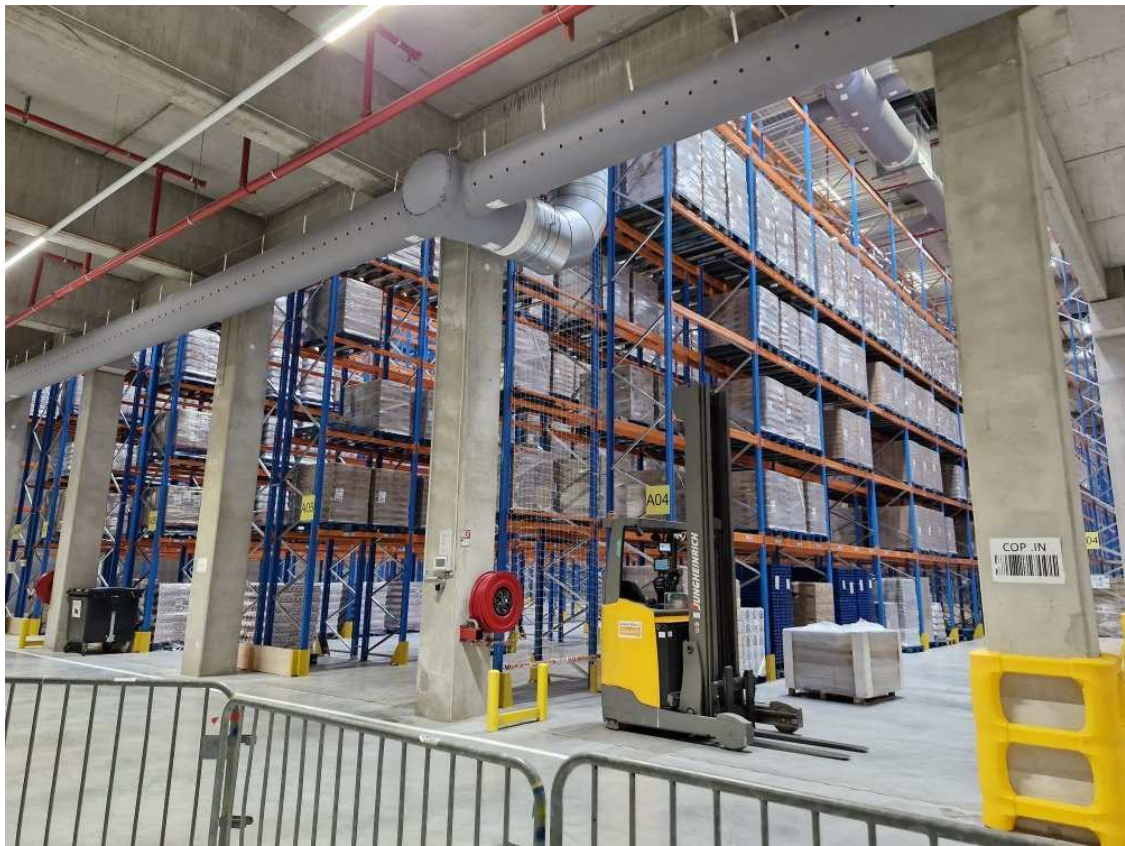
En 2025, dans le cadre du sommet Choose France, Ferrero a annoncé un ambitieux programme d'investissements destiné à renforcer ses capacités logistiques en France. Jeudi 2 juillet, Mauro De Felip (directeur général de Ferrero France) a inauguré aux côtés du ministre des Transports, Philippe Tabarot, un nouvel entrepôt à Cléon. Un investissement de 33 millions d'euros.



Ferrero a développé un entrepôt de stockage à Barentin, en face de la piscine - Julie Hervieux

Ferrero investit en Seine-Maritime

Depuis 2021, Ferrero a injecté 210 millions d'euros en France, dont plus de 120 millions d'euros pour accompagner son développement sur le territoire normand. "La Normandie occupe une place importante chez Ferrero, se réjouissait Mauro De Felip. Non loin d'ici, à Villers-Ecalles, se trouve notre [premier site de production mondial de Nutella](#). C'est d'ailleurs là-bas que nous avons présenté notre tout premier [camion électrique l'an passé](#)". Un deuxième camion électrique est attendu d'ici la fin de l'année pour la région lyonnaise.



A Cléon, l'entrepôt a une capacité de stockage de 50 000 palettes - Julie Hervieux

A Cléon, ce nouvel entrepôt d'une superficie de 32 000m² est doté d'une capacité de stockage pouvant atteindre 50 000 palettes et a permis la création d'une centaine d'emplois à temps plein.

"Une entreprise grandit quand elle grandit avec son territoire, poursuivait-il. L'entrepôt de Cléon se situe au plus près de nos sites de production et permettra de mieux desservir les Hauts de France et de réduire les distances de transport."

Un support pour l'activité de production de Villers-Ecalles

Ce n'est pas tout, Ferrero a également investi cette année à Barentin pour la construction d'un entrepôt de stockage, en face de la piscine. Ce dernier sert pour l'amont de la production.

"L'espace de Barentin sert de support à l'activité de production de Villers-Ecalles. Le site de Sainte-Marie-des-Champs était très ancien, c'est pour cela que nous sommes arrivés à Barentin, expliquait Nicolas Rousseau, responsable logistique et transport chez Ferrero. On y stocke les pots en verre, les noisettes, les calendriers de l'Avent et les Maxi Kinder Surprise à Noël et à Pâques pour du conditionnement des produits avant la vente."



Le Nutella est fabriqué à Villers-Ecalles et est stocké à Cléon avant des livraisons - Julie Hervieux

Reprise de Vallourec près de Rouen : la Métropole acheteuse pour y déployer son projet de tramway ?

Cécile Frangne

7-9 minutes

Un an après avoir obtenu la signature d'une promesse de vente exclusive entre Vinci et Vallourec pour la reprise de la friche située à Déville-lès-Rouen, la Métropole étudie la possibilité de racheter une partie du foncier.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Le site industriel de Vallourec a fermé en 2021 à Déville-lès-Rouen. - Archives Boris Maslard



Par [Cécile Frangne](#)

Publié: 8 Juillet 2026 à 20h10 Temps de lecture: 1 min

La nouvelle avait été annoncée il y a quasiment un an jour pour jour : le 11 juillet 2025, Vallourec, le leader mondial des solutions tubulaires sans soudure, dévoilait avoir signé avec Vinci une [promesse de vente exclusive](#) pour la cession de son site situé en plein cœur de Déville-lès-Rouen.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une information accueillie avec « *réjouissance* » par la maire de la commune, Mirella Deloignon, qui y voyait alors une « *nouvelle avancée dans la reconversion économique du site* », fermé en 2021.

Création d'une réserve foncière

Après deux appels d'offres successifs, le choix avait été fait de [retenir le groupe Vinci](#) parmi les douze repreneurs potentiels car il « *présentait un projet d'aménagement global, une reprise pour de l'activité économique et de l'emploi et un contexte environnemental satisfaisant prévoyant la réouverture à ciel ouvert du Cailly* », a rappelé la maire de Déville-lès-Rouen lors du dernier conseil métropolitain, lundi 29 juin 2026.

Un an plus tard, le ton de l'élue n'est plus le même : elle accuse la Métropole de « *remettre en cause ce choix en souhaitant créer sur la friche industrielle située en contrebas de la route de Dieppe, une réserve foncière sans objet* », qu'elle soupçonne « *d'être destinée au [projet de tramway](#)* », contre lequel elle a fait campagne lors des dernières élections municipales de mars 2026.

Un projet qui fait « *perdre beaucoup de temps dans la mise en œuvre de la reconversion alors que des partenaires sont prêts à investir* ».

« Rien n'est encore acté »

« Vous parlez d'investisseurs, moi je suis preneur, mais je n'ai pas encore vu de dossiers d'industriels qui soient prêts à s'installer », lui a répondu Abdelkrim Marchani, vice-président de la

Métropole Rouen Normandie en charge de l'Économie.

L'élu l'assure : « *la Métropole continue de soutenir le projet économique global porté par Vinci, qui cherche à commercialiser différentes parcelles* ».

Mais, tandis que Vinci « *a du mal à trouver un repreneur avec une activité industrielle* », et que l'accord n'est toujours pas ficelé avec Vallourec, une partie des « *13 hectares de foncier* » pourraient permettre de sécuriser les « *différents projets portés par la Métropole* ».

Dont celui du tramway ? « *Si ce projet voit le jour, il nécessitera des m2 qui se font de plus en plus rares* », admet Abdelkrim Marchani, ajoutant toutefois que « *rien n'est encore acté* ».

En attendant, le conseil métropolitain a voté l'augmentation de l'enveloppe devant servir à l'achat du foncier, passée de 6,3 millions à 7 millions d'euros suite aux « *premières négociations amiables* ». Une réunion entre la Métropole et la mairie est prévue sur le sujet jeudi 9 juillet 2026.

Lire aussi



[À Déville-lès-Rouen, un « acte inacceptable » à la piscine entraîne des annulations de cours](#)



"C'est un grand ouf" : à Dieppe, les habitants soulagés après la réouverture du pont Colbert

Manon Lombart-Brunel

4-5 minutes

Publié le mercredi 8 juillet 2026 à 18:25

Le pont Colbert à Dieppe, fermé depuis deux ans et demi à la circulation, a pu rouvrir ce mercredi 8 juillet 2026. Pour les habitants et les commerçants du quartier du Pollet, particulièrement touchés par cette fermeture, le soulagement est immense.

L'heure était au soulagement, ce mercredi 8 juillet 2026, pour les habitants et les commerçants du quartier du Pollet à Dieppe. Après deux ans et demi de travaux, dont un an et demi de retard, le pont Colbert [a enfin pu rouvrir aux piétons et aux automobilistes](#), ce mercredi 8 juillet 2026. Le pont était fermé depuis janvier 2024. **Les travaux devaient initialement durer 15 mois** mais sa réouverture a été repoussée à différentes reprises, pour des difficultés techniques. Ce pont en fer, tournant avec son mécanisme hydraulique, date de 1889. Il a été classé aux Monuments historiques en 2020. Avant sa fermeture, il accueillait chaque jour plus de 12.000 voitures.

"Ça fait revivre le quartier"

"C'est un grand ouf. Vous n'avez qu'à regarder : toutes les personnes qui passent sur le pont ont le sourire et le téléphone à la main pour faire des photos, note Yannick, une baguette de pain à la main, achetée de l'autre côté de la rive." "Moi je suis très très très contente. C'est super, exulte de son côté Marie-Pierre, habitante du quartier depuis plus de 40 ans. J'avais entendu parler vendredi que ça devait ouvrir mercredi, mais bon, à chaque fois on est tellement déçus. Mais bon, franchement là, on apprécie. J'ai traversé là. J'ai fait le grand tour pour partir et je suis revenue par le pont. Ça fait revivre le quartier qui était complètement mort, on était complètement isolés. La pharmacie, elle tient encore parce qu'il y a encore un cabinet médical. Mais bon, je pense qu'ils ont déjà vu que ça ne travaillait plus comme avant."

"Les commerçants ont perdu beaucoup d'argent"

À quelques mètres de là, l'épicerie du Pollet aussi a souffert. Derrière la caisse, Nicolas est plus qu' impatient de retrouver ses clients : *"Forcément, ça va amener beaucoup plus de touristes, beaucoup plus de personnes qui vont circuler du centre-ville de Dieppe vers le Pollet. Les commerçants ont perdu beaucoup d'argent. La plupart des touristes devaient faire le tour, donc ils allaient vers d'autres commerces au lieu de venir chez nous."*

Et malheureusement ce qui a été perdu pendant la fermeture, ne sera jamais retrouvé. Ce que craignent aujourd'hui les habitants, c'est que le pont ne fasse encore des siennes avec à la clé une nouvelle fermeture.

Le pont tournant Colbert, la "petite tour Eiffel" de Dieppe, enfin rouvert à la circulation après 6 mois de gr

Sylvie Callier

5-7 minutes

Les Dieppois sont ravis d'avoir pu réemprunter le pont Colbert de Dieppe ce 8 juillet 2026. Depuis six mois ils attendaient ce moment. La passerelle en fer riveté était partie en restauration en 2024 et la remise en route de son mécanisme imaginé en 1889 s'est avérée un casse-tête. Les deux parties de la cité Jehan Ango sont réunies mais la période de rodage débute.

La réouverture du pont Colbert de Dieppe n'avait pas été annoncée aux habitants. La crainte de décevoir en cas de nouveau report. Le maire Nicolas Langlois le reconnaît, *"Les dates précédentes n'avaient pas été respectées, en accord avec Ports de Normandie on s'est dit, tant qu'il ne fonctionne pas, on ne dit rien. La fête, on la fera un peu plus tard"*.

Des habitants du quartier du Pollet et du port de plaisance, riverains du pont, ont vu vers 6 heures du matin des salariés d'Eiffage retirer les barrières. La lumière du soleil levant soulignait la beauté du vénérable pont de fer riveté de 900 tonnes.

[Le fer riveté du pont Colbert de Dieppe. Il est né au même moment que la tour Eiffel en 1889. • © Stéphane L'Hôte/France Télévisions](#)

À 8 heures, les voies de la passerelle enjambant le chenal étaient ouvertes à la circulation. La dernière fois que l'on a emprunté ce pont, c'était en janvier 2024. Pour ces premières minutes de réouverture, des passants ont spontanément défilé sur la chaussée, se sont filmés et ont applaudi.

"C'est toute ma vie, le pont Colbert, c'est un grand bonheur pour tous les Polletais (NDLR habitants du quartier du Pollet). Mon père a travaillé dessus, c'est plein de souvenirs qui reviennent dans mémoire", dit Claudine. Un Dieppois est heureux du choix de garder le pont avec son mécanisme hydraulique, ses chaînes, ses vérins et ses poulies.

On a conservé quelque chose de beau, ce pont là il fallait qu'il reste !

Un habitant de Dieppe

VIDEO - Quand le pont Colbert pivote au-dessus du chenal

durée de la vidéo : 00h00mn25s





Le pont Colbert a fière allure, une passerelle de fer riveté de 900 tonnes construite en 1889 pour relier le quartier du Pollet au centre-ville de Dieppe. Il a rouvert ce 8 juillet 2026 après deux ans et demi d'absence pour restauration et es tentatives reportées de remise en route • ©S. L'Hôte/ France Télévisions

Pendant deux ans et demi, Dieppe fut coupée en deux. L'absence de pont contraignait à des détours. Les commerçants et les habitants du Pollet se sont sentis isolés.

Etienne qui tient un restaurant est soulagé : *"J'ouvre de bonne heure le matin, je vais récupérer certainement des clients du Transmanche, des gens qui travaillent à l'hôpital, sur la centrale de Penly"*. Il pense aussi que le pont restauré et son mécanisme du XIXe vont être admirés et photographiés.

Ça va être notre tour Eiffel dieppoise, les gens vont venir pour voir la restauration

Etienne Canaple, commerçant dieppois

VIDEO - Reportage de G. Archiapati et S. L'Hôte à Dieppe

durée de la vidéo : 00h01mn52s



C'était attendu et c'est arrivé en catimini, le pont tournant Colbert de Dieppe a enfin repris du service ce 8 juillet 2026 après son départ pour restauration en 2024 et plusieurs reports de mise en route. Interviews de Dieppois, d'E.Canaple, Commerçant et du maire de Dieppe N. Langlois. • ©G. Archiapati/ S. L'Hôte/ France Télévisions

Le maire Nicolas Langlois est soulagé : *"Quelques coups de gueule ont été nécessaires, mais il y a surtout de la fierté partagée avec les habitants, il y en a qui pleuraient parce que c'est leur pont".*

Le pont Colbert n'a pas encore pris son rythme de croisière. Il est en phase de rodage. Les ingénieurs des ponts et chaussées appellent cela le "déverminage". Le maître d'œuvre, [Ports de Normandie](#) explique *"de nouveaux ajustements et/ou dysfonctionnements à corriger pourraient entraîner une nouvelle fermeture à la circulation du pont" et pour "limiter les sollicitations du pont, nous allons limiter à 3 ouvertures maximum, voire moins, par marée."*

Ports de Normandie veut aussi rassurer sur les bruits du mécanisme du pont.

Concernant les grincements entendus lors des essais, ils sont dus au fait que la chaîne qui entraîne le pont est neuve et tendue. Ils devraient s'atténuer au fil du temps avec les graissages successifs de la chaîne.

Ports de Normandie

Le chantier de restauration du pont Colbert n'est pas terminé. Il reste la restauration du bâtiment des machines, les abords du pont et la végétalisation de l'aire d'effacement du pont (là où il tourne à terre)

La restauration du pont Colbert est un chantier de 20 millions d'euros (payés par la région Normandie, le département de Seine-Maritime, l'Etat et les fonds européens FEDER).

La Métropole de Rouen accélère la collecte des déchets en véhicules électriques

Jade Richard

~2 minutes

Une flotte bas carbone

Vendredi 03 juillet 2026, Sepur a présenté sa nouvelle flotte de [collecte des déchets](#) dédiée à la Métropole Rouen Normandie. Le contrat mobilise 24 véhicules, dont 20 électriques, et s'appuie sur un parc global de 40 poids lourds dans la Métropole, pour couvrir l'ensemble des tournées. Le site a aussi été doté de 18 bornes de recharge rapide, avec une autonomie annoncée de 150 kilomètres par véhicule.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Un virage engagé depuis 2014

Cette montée en puissance s'inscrit dans une stratégie engagée depuis 2014, avec un objectif de sortie totale des énergies fossiles d'ici 2031. À l'échelle nationale, Sepur revendique 145 sites, plus de 275 collectivités clientes et 13,5 millions d'habitants desservis. L'entreprise indique aussi que 80 % de sa flotte roule déjà grâce à des énergies propres, entre GNV, électricité et biocarburant.

Des gains pour le territoire

Au-delà de l'enjeu environnemental, Sepur insiste sur l'amélioration du service rendu aux habitants et sur la sécurité des agents entre baisse du bruit, confort de conduite et rotation des ramassages.

Le contrat rouennais a aussi permis l'embauche de 62 collaborateurs et s'accompagne d'outils connectés pour renforcer la traçabilité, la sécurité et le tri. L'entreprise affirme avoir évité 2,1 millions de litres de gazole grâce à sa transition énergétique.

Canteleu. Canicule : du "lait de chaux" pour protéger une route très fréquentée

Julie Hervieux

1-2 minutes

"C'est une technique que les communes du sud de la France utilisent souvent. Ici, c'est une première pour la Métropole", indique Nicolas Pierson, directeur adjoint du Pôle de proximité Austreberthe-Cailly à la Métropole Rouen Normandie. Ce mercredi 8 juillet, l'entreprise Colas réalisait une opération sur la RD 982 entre Canteleu et Saint-Martin-de-Boscherville afin de préserver les revêtements repris à l'été 2025.

Limiter l'échauffement des routes

La société Colas est intervenue dans la matinée pour pulvériser du "lait de chaux", un mélange composé à environ 80 % d'eau et de chaux éteinte. La RD 982 est une route où près de 5 000 véhicules dont des poids lourds circulent par jour. *"Cette technique permet de limiter l'échauffement des routes et leurs dégradations prématurées. Ce revêtement réfléchit une partie des rayons solaires, réduisant ainsi l'absorption de chaleur par la chaussée. Sans cette protection, une élévation importante de la température du bitume se produit, altérant son adhérence et ses propriétés mécaniques et accélérant son vieillissement",* précise la Métropole.

Quand deux vagues de chaleur se télescopent aux urgences : "on se prépare à un nouveau pic d'appels"

Marie Lorillec

3-4 minutes

Une nouvelle hausse des températures est attendue en Normandie jusqu'à la fin de la semaine, avec des prévisions dépassant les 35° par endroits. Les services d'urgence, comme le SAMU 50, s'attendent à un nouveau pic d'appels.

"On se prépare à faire de nouveau face à un pic d'appels, lié à la fois à une nouvelle vague de chaleur mais aussi à l'affluence de touristes due aux vacances scolaires" explique le Dr Thomas Delomas, médecin urgentiste et directeur médical du SAMU 50.

"On a eu déjà 15 jours extrêmement denses avec une première semaine de canicule qui a été marquée par une activité exceptionnelle au Samu 50, précise l'urgentiste. Le 27 juin, le Samu 50 a connu sa plus haute activité avec près de 2 400 appels et 900 dossiers de régulation. On n'avait jamais connu ça."

"La semaine suivante, c'est l'affluence des patients dans les structures d'urgence et dans les hôpitaux qui ont dû déclencher les plans blancs pour pouvoir prendre en charge ces patients" explique Thomas Delomas.

Cette nouvelle vague de chaleur pourrait venir télescoper la précédente canicule. Les centres hospitaliers accueillent déjà de nombreuses victimes de l'épisode de juin.

"On est très vigilant parce que la nouveauté par rapport à il y a 15 jours, c'est que là, on va se retrouver en période de vacances scolaires, sur des hôpitaux qui sont déjà bien sollicités et puis on a aussi une offre de soins en ville qui est très largement sollicitée. Donc, on est très vigilant."

Quelle réaction peut-on avoir individuellement pour éviter de saturer les services d'urgence ? *"Des gestes de logique et puis un comportement citoyen"* répond le Dr Thomas Delomas. *"Déjà, tirer les enseignements de la première vague, se protéger de la chaleur, de s'humidifier, s'hydrater largement"*.

L'urgentiste rappelle l'importance d'entourer les personnes les plus fragiles, de prendre des nouvelles des personnes isolées *"puisque malheureusement c'est souvent ces personnes-là qui se dégradent rapidement"*.

Pour les personnes plutôt en bonne santé, le médecin insiste sur l'importance ne pas faire d'excès, que ce soit dans les conduites sportives ou des épreuves sportives inadaptées en période de grande chaleur. *"Et aussi faire attention à la consommation d'alcool"* dit-il.

Tout le monde est concerné par cet appel à préserver son organisme pendant les fortes chaleurs.

"C'est l'affaire de tous" rappelle Thomas Delomas, "et on est tous très sensible. Ces gros coups de chaleur sont des énormes stress pour les organismes. Donc il faut être vigilant à tous les niveaux"

durée de la vidéo : 00h02mn32s



"On se prépare à un nouveau pic d'appels": comment les services d'urgence se préparent à la nouvelle vague de chaleur • ©France 3 Normandie

Avec Franck Besnier

Insolite. Ce lieu normand voit ses recherches mondiales exploser de 880% avant l'été 2026 !

Mathilde Rabaud

3-4 minutes

De nombreux Normands le savent déjà : le Mont-Saint-Michel reste l'un des sites les plus emblématiques de la région. Mais selon une étude publiée par TikTok et relayée par le média [Au féminin](#), le monument franchit un nouveau cap en matière de visibilité.

D'après le **TikTok France Travel Index 2026**, les recherches mondiales associées au Mont-Saint-Michel ont augmenté de **880% entre janvier et avril**. Aucune autre destination française n'enregistre une progression aussi forte sur la plateforme.

Une visibilité mondiale pour la Normandie

Cette progression intervient dans un contexte particulier. Selon les auteurs de l'étude, les voyageurs recherchent davantage des destinations accessibles, authentiques et riches en expériences.

- **A lire aussi.** [Télévision. Blangy-le-Château, bientôt élu village préféré des Français ?](#)

Pour la Normandie, cette tendance constitue une bonne nouvelle. Le Mont-Saint-Michel joue souvent un rôle de porte d'entrée vers d'autres territoires régionaux. De nombreux visiteurs prolongent en effet [leur séjour vers les plages du Débarquement](#), la côte de Granville, le Cotentin ou encore les stations balnéaires de [Seine-Maritime](#) et du [Calvados](#).

Selon TikTok France, cité dans l'étude, "les territoires régionaux concentrent les dynamiques de croissance les plus fortes". Une évolution qui profite directement à la Normandie, déjà portée par plusieurs années de fréquentation touristique élevée.

Bordeaux et Marseille derrière le monument normand

[Le Mont-Saint-Michel](#) devance largement d'autres villes françaises particulièrement populaires sur les réseaux sociaux.

Bordeaux arrive en deuxième position avec une hausse de 442% des recherches. Marseille complète le podium avec une progression de 296%. Même Paris, qui reste la destination française la plus recherchée en volume, affiche une croissance plus modérée de 44%.

- **A lire aussi.** [Normandie. Brigitte Macron : les lieux choisis par sa fille Laurence pour son escapade amoureuse](#)

TikTok influence de plus en plus les voyageurs

L'étude met également en lumière le rôle grandissant des réseaux sociaux dans la préparation des vacances.

Selon les données publiées, 38% des utilisateurs de TikTok déclarent choisir leur destination après avoir vu des contenus publiés par des créateurs spécialisés dans le voyage. Cette influence est nettement supérieure à celle observée chez l'ensemble des internautes.

Autre enseignement : les voyageurs privilégient de plus en plus les expériences sur place. Plus de quatre utilisateurs TikTok sur dix prévoient d'augmenter leur budget consacré aux activités et découvertes pendant leurs vacances.

Elle a une valeur historique rare : la synagogue d'Elbeuf sauvée de la mэрule grâce à un don exceptionnel

Sylvie Callier

4-5 minutes

La synagogue d'Elbeuf était en plein chantier de restauration lorsque la mэрule, champignon dévastateur, a surgi en 2025. Un surcoût de 350 000€. La Fondation du patrimoine annonce ce 8 juillet 2026 que la fondation philanthropique Edmond J. Safra versera un don exceptionnel. La synagogue est une des rares en France à conserver sur ses murs de funestes étoiles jaunes peintes la nuit de la rafle du Veld'Hiv.

La synagogue d'Elbeuf (Seine-Maritime) est une belle endormie. On n'y célèbre plus de culte depuis 1995. Elle fut construite en 1909, à l'époque où des familles juives d'Alsace-Lorraine étaient nombreuses, comme Blin et Fraenckel, créatrices d'usines textile dans la ville drapière.

Le bâtiment de la rue Grémont déperissait : étanchéité, maçonneries, planchers. Son triste sort avait attiré en 2023 l'attention de la mission patrimoine de Stéphane Bern. Au fil des mois, la liste des travaux s'est allongée. Ils furent estimés à plus de 5 millions d'euros.

[La synagogue d'Elbeuf est en travaux jusqu'à 2027 ou 2028. Elle n'accueille plus de culte depuis 1995. Ce lieu deviendra un lieu culturel œcuménique.](#) • © Olivier Leclerc/Fondation du Patrimoine

L'hiver 2025-2026, durant le chantier, en démontant des planchers, les artisans ont découvert le redoutable champignon tentaculaire qui se nourrit de bois, la mэрule. *"Le champignon dévorant occupait déjà la moitié de la salle de prière"* a précisé la délégation normande de la Fondation du patrimoine.

Pour éliminer et traiter murs et planchers, le surcoût a été estimé à 350 000 €.

[Dans la synagogue d'Elbeuf, le plancher et des murs sont colonisés par la mэрule, un champignon qui attaque le bois.](#) • © P. Cornily/France Télévisions/

En période de restrictions budgétaires pour l'Etat et les collectivités locales, trouver une telle somme s'avérait incertain. Il fallait sans tarder débarrasser la synagogue de la mэрule pour poursuivre toutes les phases de chantier.

La fondation philanthropique internationale Edmond J. Safra va venir au secours de la synagogue normande. La [Fondation du patrimoine](#) l'a annoncé ce 8 juillet 2026. On ignore le montant exact qui sera versé, c'est, nous dit le délégué régional Olivier Leclerc, une partie conséquente du surcoût occasionné par les travaux d'urgence contre la mэрule.

Grâce à ce mécénat additionnel de la Fondation Edmond J. Safra, la synagogue d'Elbeuf sera

sauvée de la mérule, et l'opération tout entière de restauration pourra se poursuivre comme prévu.

Délégation de Normandie de la Fondation du Patrimoine

La [fondation Edmond Safra](#), du nom d'un banquier et philanthrope juif libanais, avait déjà soutenu la restauration de la [Maison Sublime](#) à Rouen, aussi appelée monument juif, le plus ancien d'Europe.

La synagogue d'Elbeuf a la particularité de porter encore les traces de la [persécution contre les Juifs](#) dans cette ville durant le régime de Vichy.

Sur les murs, des étoiles jaunes ont été peintes sur les murs et sur la porte dans la nuit du 16 au 17 juillet 1942. Des briques avaient été lancées dans les fenêtres. Dans la même nuit débutait la [rafle du Veld'Hiv](#), l'arrestation de 13 000 Juifs de France dont 4 000 enfants, qui furent exterminés dans les camps nazis.

[Les étoiles jaunes peintes dans la nuit du 16 au 17 juillet 1942 sur les murs de la synagogue d'Elbeuf. Elles sont toujours visibles. Un témoignage rare, ces étoiles ont été peintes la nuit du début de la rafle du Veld'Hiv à Paris. • © O. Leclerc/Fondation du Patrimoine](#)

La restauration de la synagogue d'Elbeuf prendra encore du temps. Elle sera peut-être achevée en 2027 ou 2028. Ce lieu majestueux et chargé de mémoire deviendra un lieu culturel œcuménique, précise la Fondation du Patrimoine.

Grâce à un don exceptionnel, la synagogue d'Elbeuf est sauvée de la mérule

Robin Rioult

6-8 minutes

Immense soulagement pour l'Association culturelle des amis de la synagogue d'Elbeuf. Le chantier de réhabilitation du monument historique pourra bien continuer, grâce à de généreuses donations publiques et privées.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par Robin Rioult

Publié: 8 Juillet 2026 à 18h20 Temps de lecture: 1 min

On sent un immense soulagement traverser Nassim Levy, directeur de l'Association culturelle des amis de la synagogue d'Elbeuf (Acase), lors du point presse du mercredi 8 juillet 2026. « Grâce à Dieu, on va s'en sortir. On est sauvés ! »



La synagogue d'Elbeuf aura bien droit à un chantier de réhabilitation complet, malgré la mэрule. - PND

Après la découverte de la présence de mэрule, [un redoutable champignon mangeur de bois](#), sur le chantier de réhabilitation de la synagogue, l'homme avait de quoi se ronger les ongles.





La synagogue d'Elbeuf aura bien droit à un chantier de réhabilitation complet, malgré la mérule. - PND

L'Acasé a bien cru que la restauration, engagée depuis plusieurs années, allait passer à la trappe. Sans le chantier, aucune chance de préserver ce bâtiment si particulier, construit en 1909 par des Français juifs alsaciens et lorrains, s'étant [exilé par refus de devenir allemands](#). Elle a été reconnue monument historique cent ans plus tard, en 2009.

Une note de plus en plus salée

Avant la découverte de la mérule, la facture était estimée à 1,7 million d'euros. Par la suite, elle est passée à 2,3 millions. « *Nous n'avions pas cet argent*, résume Nassim Levy. *Je ne vous cache pas que j'avais très peur. Je ne savais pas quoi faire.* »

Ce qui va tirer le chantier d'affaire, c'est la mobilisation de la Fondation du patrimoine. Cette dernière a soutenu le projet autant pour des raisons patrimoniales que pour son impact sur la vie sociale elbeuvienne.

« *Il y a une volonté extrêmement forte de l'ensemble des parties présentes de faire de la synagogue un lieu de rencontre, de partage, de paix et d'humanité* », se réjouit Olivier Leclerc, délégué régional de la Fondation du patrimoine.

Une fondation privée à la rescousse

« *Je voulais vous remercier de votre confiance, parce que si nous avons pu récolter des fonds à vos côtés, c'est d'abord parce que des liens se sont établis* », enchérit le directeur général de la Fondation du patrimoine, Alexandre Giuglaris.





Olivier Leclerc (à gauche) et Alexandre Giuglaris (à droite). - PND

D'où viennent les nouvelles aides ? De la Drac, de la Métropole de Rouen, de la Seine-Maritime, de la région Normandie et d'un donateur privé majeur, la Fondation Edmond J. Safra, bien connue pour son mécénat en faveur de la préservation du patrimoine israélite. Elle avait, par exemple, soutenu [la rénovation de la Maison sublime à Rouen en 2021](#).



Le directeur général de la Fondation du patrimoine, Alexandre Giuglaris, s'est déplacé sur le chantier. - PND

« C'est l'intervention de ces deux fondations qui me permet de dire que l'on est sauvé aujourd'hui », souffle Nassim Levy qui applaudit « un incroyable élan de solidarité ».





La Fondation Edmond J. Saffra est reconnue pour son mécénat en faveur de la préservation du patrimoine israélite. - PND

Un chantier en deux phases

Les travaux devraient se finir entre la fin d'année 2027 et la mi-année 2028. La toiture reste une priorité. Après la première phase du chantier, qui s'attaque à la façade de la rue Grémont, ce sera au tour de celle de la rue Paul-Fraenckel d'être remise à neuf.

Le lieu conservera une dimension culturelle, mais celle-ci ne sera qu'occasionnelle, puisqu'Elbeuf compte aujourd'hui peu d'habitants de confession juive.



Donner un coup de neuf au toit du monument historique reste une priorité. - PND

Le reste du temps, la synagogue sera un centre culturel « *pour les enfants de toutes les confessions, dans un cadre laïque et républicain* », souligne Nassim Levy, qui espère bien en avoir fini avec « *les mauvaises surprises* ».

Lire aussi



Philippe Juvin propose un fonds de réserve pour sécuriser les retraites des fonctionnaires

Par Marie Malaterre

~4 minutes

Le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Philippe Juvin, a présenté, mardi 7 juillet, ses travaux effectués en faveur de la création d'un fonds pour provisionner les retraites des fonctionnaires. *"La démographie fait que les retraites futures des fonctionnaires ne sont pas assurées, a-t-il expliqué. En tout cas, on sait qu'elles seront très probablement financées par la dette."* L'urgence est, selon lui, d'éviter au maximum la baisse annoncée des retraites des fonctionnaires qui, d'après le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR), pourrait chuter de 80 à 45 % d'ici 2070.

Il propose donc, sans reculer l'âge légal de départ ni augmenter les cotisations, de constituer un provisionnement des retraites des futurs fonctionnaires. Ces derniers pourraient bénéficier pour partie de la retraite par répartition et pour une autre partie par capitalisation.

Lire aussi : [Retraites des fonctionnaires : l'exécutif joue la carte de la transparence et veut réorganiser les « tuyaux budgétaires »](#)

"La capitalisation existe déjà à titre individuel, a également souligné Philippe Juvin. Pour ceux qui peuvent se payer un plan épargne retraite. Elle existe aussi plus particulièrement pour les fonctionnaires à travers le Régime additionnel de la fonction publique (RAFP), mais sur les primes uniquement et une assiette réduite."

Le député des Hauts-de-Seine (Les Républicains) défend de longue date cette idée de provisionnement, qui pourtant n'est pas sans poser plusieurs problèmes et, en premier lieu, la manière de nourrir ce fonds de capitalisation. *"Nous pourrions le nourrir soit par une surcotisation des futurs retraités, soit par les fonctionnaires entrant dans le système, mais avec le risque d'avoir un déséquilibre entre les fonctionnaires soumis à cette surcotisation et ceux qui ne le sont pas",* a précisé Philippe Juvin.

Autre possibilité, avancée dans les travaux du rapporteur général, pour financer le fonds : la vente d'actifs ou la privatisation de biens immobiliers de l'État, dont la valorisation est incertaine et surtout étroitement dépendante de l'évolution du marché immobilier.

Ouvrir le débat

Certains experts auditionnés dans le cadre de l'étude ont également suggéré de procéder à un emprunt supplémentaire pour alimenter ce fonds. *"Les pays qui ont procédé à de telles provisions observent tous, sur le long terme, une valeur plus importante du fonds de réserve que le coût de la*

dette lié au financement des retraites”, fait valoir Philippe Juvin.

Il faut rappeler qu’un fonds de réserve avait été mis en place en 1999 par le gouvernement Jospin et abondé à hauteur de 32 milliards d’euros, qui, selon le rapporteur général, a été *“pillé par un État impécunieux”*, déplore-t-il. La mise en place de ce fonds de capitalisation pour les retraites des fonctionnaires devra donc être assortie de règles interdisant à l’État d’aller s’y servir selon ses besoins.

“L’idée est d’ouvrir le débat et de se dire que si certains pays l’ont fait avec succès, comme par exemple le Québec, nous pouvons aussi tenter l’expérience, estime Philippe Juvin. L’exercice nécessite cependant une certaine constance sur de nombreuses années, ce qui manque à l’exercice politique aujourd’hui.”

Un moyen également, à quelques mois de l’élection présidentielle, de souffler cette idée de capitalisation pour la retraite des fonctionnaires et de la soumettre au débat.

Présidentielle : Bruno Retailleau souhaite redéployer 125 000 fonctionnaires sur le terrain grâce à l'IA

Paul Idczak

5-6 minutes

À quel point le déploiement de l'IA dans les services publics impactera-t-il les emplois publics ? À neuf mois du prochain scrutin présidentiel, le candidat LR, Bruno Retailleau, a déjà sa petite idée. L'ancien ministre de l'Intérieur a présenté, le 7 juillet à la Station F, ses nombreuses propositions pour une IA *"au service des Français"*, dont une partie concerne spécifiquement la fonction publique. Dans le document listant les mesures du candidat, la donne est clairement exposée : selon Bruno Retailleau, l'IA est l'une des raisons, si ce n'est la principale, qui justifie son ambition de supprimer l'équivalent de 250 000 postes de fonctionnaires, martelée depuis de nombreux mois au cours de ses différentes interventions médiatiques.

D'une part, son programme note que *"le temps libéré"* par l'IA permettra de ne pas remplacer 125 000 agents après leur départ à la retraite, soit *"moins d'un départ sur cinq"* d'ici 2032. Ce qui produirait une économie nette de masse salariale *"de l'ordre de 7,5 milliards d'euros"*. De l'autre, la seconde moitié de *"gains"* de postes ne consisterait pas en des suppressions d'emplois, mais prendrait la forme d'un redéploiement d'agents *"du back office vers le contact"*.

Lire aussi : [Les inspections appellent l'État à changer de méthode pour mesurer les gains de productivité de l'IA](#)

Pour construire son argumentaire, l'équipe de Bruno Retailleau s'est notamment appuyée sur le récent rapport interinspections sur les effets de l'IA dans la fonction publique, qui note que 1,13 million d'agents publics seront directement exposés à l'IA, dont plus de 700 000 significativement. Le candidat LR ne mobiliserait donc qu'un cinquième de cette manne d'agents. *"Les 125 000 agents remis sur le terrain ne produisent aucune économie budgétaire, et nous l'assumons : les effectifs et la masse salariale ne bougent pas ; c'est un service public de meilleure qualité, à effectif constant, et une attention plus grande à l'usager"*, lit-on dans le document diffusé par l'équipe de Bruno Retailleau.

Les métiers visés par ce transfert vers le terrain sont nombreux, et listés dans un document de travail diffusé conjointement au volet IA du programme de LR. 18 000 policiers et gendarmes seraient *"rendus à la voie publique et à l'enquête"*, tandis que 35 000 équivalents temps plein (ETP) seraient dédiés à *"du temps pédagogique rendu aux enseignants"* et 20 000 ETP consacrés à renforcer les hôpitaux. 6 000 ETP redéployés serviraient quant à eux à la réduction des délais de justice, et 46 000 autres ETP serviraient à améliorer *"la présence et l'accompagnement dans les guichets, les mairies et les services de l'État"*.

Un plan IA chiffré à 5 milliards d'euros

Du côté serviciel, Bruno Retailleau propose par ailleurs la création d'un assistant administratif numérique, nommé "Marianne", qui serait accessible à l'ensemble des Français dans le but de simplifier leurs démarches administratives, mais aussi de *"réduire les délais et rendre l'État plus accessible"*. *"Elle sera l'aboutissement de France Connect, offrant un outil d'accès universel, hautement sécurisé, à ses données comme à ses relations avec l'État"*, pointe LR. Bruno Retailleau souhaite également *"généraliser"* un assistant IA à destination des agents publics, pour *"réserver le temps humain aux situations qui l'exigent vraiment"*. Une généralisation déjà actée par le gouvernement Lecornu.

Lire aussi : [L'État généralise son Assistant IA à tous les agents](#)

La mise en place de ces mesures, chiffrées à 5 milliards d'euros sur l'ensemble du quinquennat, serait pilotée par *"un ministère de plein exercice chargé de l'intelligence artificielle"*. Ce dernier s'appuierait lui-même, explique le candidat LR, sur un "CTO", un directeur technologique de l'État, qui disposerait *"d'une autorité réelle sur l'architecture des systèmes d'information, la normalisation des achats, la doctrine de souveraineté et l'exécution des grands programmes"*. Ce qui ne serait pas non plus une vraie nouveauté, puisque le terme de CTO est utilisé depuis plusieurs années au sein de l'administration à la direction interministérielle du numérique puis, désormais, à la nouvelle Autorité nationale du numérique et de l'intelligence artificielle de l'État (Ariane).

Notons également l'ambition du candidat LR de centraliser *"un budget de transformation numérique"* au service de tous les ministères, pour *"éviter la dispersion des crédits, les doublons, les projets inaboutis et les effets d'annonce"* qui caractériseraient aujourd'hui, selon lui, la politique numérique de l'État.

La discrète mission “État efficace” dévoile ses chantiers et esquisse une doctrine sur l’agencification

Par Mathilde Karsenti

7–9 minutes

C’est une structure aussi jeune que politique et qui veille scrupuleusement à faire le moins parler d’elle. La mission “État efficace” installée par le Premier ministre Sébastien Lecornu dès le jour de sa nomination, une sorte de cabinet bis chargée de la réforme d’État et présidée par un ancien très haut fonctionnaire à la retraite Pierre-Mathieu Duhamel, a dérogé à sa discrétion habituelle pour répondre aux questions du Parlement et présenter les premiers résultats des travaux engagés depuis septembre 2025. Économies, réorganisations administratives, performance, réduction du nombre d’agences... Tous ces sujets, par ailleurs portés par différentes administrations centrales, sont désormais également passés au tamis de cette nouvelle structure depuis octobre dernier.

L’audition de Pierre-Mathieu Duhamel mardi 7 juillet 2026 par la commission spéciale du Sénat en charge de l’examen de la proposition de loi *“visant à repenser l’agencification pour renforcer l’action publique”* a permis (un peu) de lever le voile sur les réflexions de cette structure inhabituelle et qui fait beaucoup gloser dans les antichambres de l’État. *“Chaque fois que ça ressemble totalement à une administration centrale, on n’a aucune raison d’avoir un opérateur”*, a résumé Pierre-Mathieu Duhamel. Selon lui, les sujets de *“stratégie”* ou de *“conception d’une politique publique”* doivent être portés par un ministre ou une administration centrale tandis que ceux *“avec un fort contenu technique”* sont *“plus propices à une agence”*.

“80 millions d’économies” sur la communication de l’État

Annoncée dans une circulaire du 4 octobre 2025, la réforme de la communication gouvernementale a été l’un des premiers sujets investis par la mission. Après avoir posé *“le principe d’un moratoire”* sur les dépenses de communication de l’État, assorti d’exceptions limitées aux campagnes de recrutement de fonctionnaires et aux campagnes sanitaires, la mission a comptabilisé *“environ 80 millions d’euros d’économies”* entre le début du moratoire et le 31 décembre 2025. Pour 2026, l’objectif est plus ambitieux : les dépenses devront être inférieures de *“300 millions d’euros au montant réalisé en 2025”*, a assuré Pierre-Mathieu Duhamel devant les élus.

Lire aussi : [Communication de l’État : Matignon lance une réforme autour d’objets prioritaires](#)

Pour y parvenir, l’agence de conseil interne de l’État a été sollicitée pour recenser l’ensemble des effectifs consacrés à la fonction communication au sein des ministères et des opérateurs. À partir de cette cartographie, la mission “État efficace” travaille sur *“l’identification des méthodes de pilotage et d’engagement des dépenses”*. *“Si vous ne recentralisez pas un certain nombre de*

décisions et de choix stratégiques, vous n'atteindrez pas l'objectif, c'est-à-dire l'unification de la communication de l'État", averti Pierre-Mathieu Duhamel. Ce processus devrait aller "assez vite" pour l'État central, a jugé ce dernier, mais il prendra "un peu plus de temps" pour les opérateurs, dont "l'enthousiasme est modéré".

Le pilotage des opérateurs à revoir

Car au-delà de la communication, la mission a dressé un constat sévère sur la gouvernance des opérateurs. *"Le pilotage des opérateurs par les tutelles n'est pas satisfaisant"*, a affirmé Pierre-Mathieu Duhamel. Il a notamment pointé la dimension financière – certains opérateurs se trouvant dans une *"situation financière difficile"* – et stratégique, avec *"trop d'écarts entre les priorités portées par les administrations centrales et le réglage des opérateurs eux-mêmes"*.

Lire aussi : [Ademe : le Conseil d'État critique une réforme administrativement et juridiquement bancale](#)

Dans le détail, le fait que l'État ne dispose pas de la majorité des voix au sein de nombreux conseils d'administration pose problème pour Pierre-Mathieu Duhamel. Le président de la mission a notamment fait référence à l'Agence de la transition écologique (Ademe) dont le conseil d'administration – minoritairement composé de représentants de l'État – a adopté, le 19 mai dernier, une résolution appelant le gouvernement à retirer son projet de loi "État local". *"Le premier chantier de l'Ademe, c'est sa gouvernance. Il faut réformer en disant que quand l'État a la majorité des financements, il a la majorité des voix délibératives au conseil d'administration"*, a-t-il reconnu devant les sénateurs.

Révision des modalités de nomination

Autre sujet sur lequel la mission va se pencher : les modalités de nomination des dirigeants d'opérateurs. *"Il n'y a pas de processus de concurrence. Rien n'oblige ceux qui ont le pouvoir de nomination à un processus d'appel à candidatures et donc à une forme d'ouverture du choix"*, a pointé Pierre-Mathieu Duhamel devant la commission spéciale. Une circulaire du Premier ministre dont il espère la publication *"au plus tard au mois de septembre 2026"* imposera désormais, de manière systématique, le recours à un processus ouvert pour toute nomination à la tête d'un opérateur. Elle généralisera également la signature d'une lettre d'objectifs accompagnant chaque nomination, ainsi qu'un principe de rémunération variable dont le contenu sera fixé conjointement par la tutelle métier et le ministère des Comptes publics.

Lire aussi : [Inspections générales de l'État : les conditions de nominations bientôt assouplies](#)

Ce *"double réglage"* doit permettre d'*"homogénéiser les rémunérations des dirigeants"*, a souligné Pierre-Mathieu Duhamel. La mission entend ainsi *"bâtir une échelle à peu près raisonnable"* des rémunérations souhaitables. Un enjeu aussi d'attractivité des administrations centrales : les agences constituent *"des univers plus petits avec davantage de souplesse de gestion, d'autonomie"* et parfois *"des niveaux de rémunération plus avantageux qui conduisent des fonctionnaires à vouloir partir"* des ministères.

Plus généralement, la circulaire qui sera diffusée dans les prochains mois visera à clarifier les raisons *"pour lesquelles on crée ou pas un opérateur"* face à l'absence de *"doctrine d'ensemble sur le sujet"*, a expliqué Pierre-Mathieu Duhamel. Pour ce faire, il sera demandé à *"chaque*

ministre de reprendre les opérateurs qui sont dans leur périmètre, de se poser la question de la raison d'être desdits opérateurs", de déterminer les "motifs qui ont conduit à leur création" et enfin "de savoir si ceux-ci sont toujours d'actualité".

Suppression de l'Agence nationale du sport ?

Interrogé sur de potentielles fusions à venir, le président de la mission "État efficace" a évoqué le rapprochement du CNRS avec l'Office scientifique et technique de l'outre-mer, *"en conservant l'ensemble des programmes scientifiques"* et un dispositif de filialisation plaçant la Cofrex sous l'Institut français, avec une *"fusion de la gouvernance"* pour un *"pilotage intégré"*. Il s'est également dit *"partisan d'une fusion de l'ANCT avec le Cerema"* sur l'ingénierie territoriale.

Concernant les suppressions d'agences ou d'opérateurs, le ton est resté plus prudent. *"Je ne peux pas dire que j'ai obtenu un grand succès"*, a concédé Pierre-Mathieu Duhamel, avant de plaider à titre personnel pour la suppression de l'Agence nationale du sport, qui *"fonctionne intégralement avec des crédits État"*.

Rendez-vous salarial dans la fonction publique : le ministre David Amiel écarte la hausse du point d'indice et mise sur des mesures ciblées

Par Marie Malaterre

6-7 minutes

Le rendez-vous était extrêmement attendu, tant les questions salariales à la fois crispent et cristallisent le dialogue social dans la fonction publique ces derniers mois. Le ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, a reçu ce matin, 8 juillet, les syndicats autour d'un nouveau rendez-vous salarial, qui doit théoriquement se tenir tous les ans, mais qui n'avait pas eu lieu en 2024 en raison de la dissolution de l'Assemblée nationale, ni en 2025 faute de volonté politique.

“Le ministre souhaite renouer avec ce rendez-vous, précise son entourage. Il est important de pouvoir disposer d'une enceinte annuelle de discussions sur les rémunérations de la fonction publique, à l'image des négociations annuelles obligatoires qui se tiennent dans les entreprises.”

Pour autant et même s'il n'y avait que peu d'espoir, la perspective d'une augmentation générale du point d'indice a rapidement été assombrie. Une revendication pourtant portée de longue date par l'ensemble des organisations syndicales. *“Fondamentalement, une revalorisation uniforme du point d'indice n'est pas envisageable, assure-t-on au sein du cabinet du ministre Amiel. Elle coûterait extrêmement cher aux finances publiques. Relever de 1 % la valeur du point, cela représente 2,4 milliards d'euros par an.”* Et d'ajouter : *“quand on a peu de marges de manœuvre, il faut pouvoir cibler.”*

Le ministre a donc annoncé trois mesures destinées à traiter les situations de court terme et de moyen terme et qui nécessitent des réponses en termes de rémunérations. *“C'est notamment le cas des agents durablement bloqués en bas de la grille indiciaire, ceux qui connaissent de faibles progressions de carrière et peu de reconnaissance de l'expérience professionnelle, précise l'entourage du ministre. La mobilisation croissante de l'indemnité différentielle traduit un système de rémunération imparfait et nécessite une réflexion profonde pour le rendre plus lisible pour les agents et plus facilement pilotable pour les employeurs publics.”*

Lire aussi : [Salaires des fonctionnaires : un rendez-vous proposé par le gouvernement, mais la méfiance syndicale reste entière](#)

Parmi les mesures d'urgence qui seront proposées dans le cadre de la construction du projet de loi de finances 2027, figure la réforme des conditions de classement avec, dans un premier temps, une amélioration des règles de classement aux concours applicables selon les spécificités propres aux trois versants de la fonction publique. Cela se traduira, si la mesure est adoptée, pour les lauréats fonctionnaires, par une majoration de 25 à 75 points d'indice dans le cadre d'une montée en charge pluriannuelle et selon la catégorie du corps ascendant de promotion. Pour les

non-fonctionnaires, le ministre propose une prise en compte cumulée des expériences dans les secteurs privé et public sur la base de ratios communs.

Selon le gouvernement, la mesure pourrait bénéficier à plus de 30 000 agents de la fonction publique d'État chaque année, et les modalités d'extension aux versants territorial et hospitalier seront concertées avec les représentants des personnels et des employeurs de ces versants.

Le ministre propose une seconde mesure *“pour redonner de la progression aux carrières, dès 2027”*, est-il précisé dans le document présenté aux organisations syndicales de la fonction publique. Au programme : une extension des mesures annoncées pour le corps des attachés d'administration de l'État et notamment le relèvement progressif du taux de promotion, aux attachés territoriaux et à ceux de l'administration hospitalière.

Il s'agit également d'une transposition des mesures de relèvement des taux de promotion-promouvables des corps de catégorie B et C aux autres corps et cadres d'emploi de catégorie A, dont les corps d'ingénieurs de l'État.

Des mesures indiciaires ciblées

Le ministre propose aussi d'engager un chantier à l'automne 2026 pour identifier les blocages liés à l'application des quotas de promotion interne sur la base d'un état des lieux pour *“répondre à une attente des employeurs et des agents, celle d'offrir la possibilité d'accéder à une catégorie supérieure sans devoir repasser par les concours”*. Il s'agit aussi de mieux valoriser les concours dans la perspective d'un assouplissement ciblé pour les passages de C en B et de B en A.

Le gouvernement envisage tout de même de mobiliser le levier indiciaire mais sur des mesures *“très ciblées”*. *“Le tassement des débuts de carrière devient le sujet transverse, estime l'entourage du ministre. L'indemnité différentielle, sous son format actuel, est insuffisamment ciblée et ne permet pas de restaurer une dynamique de carrière et une pente plus favorable.”* Il envisage donc des mesures très ciblées dans le cadre d'un travail pluriannuel pour sortir d'une logique de compensation et réduire progressivement le nombre d'agents dépendant de cette indemnité.

Cela implique de concentrer les marges de manœuvre sur une mesure indiciaire dès les débuts de carrière dans une perspective pluri-annuelle. *“Concrètement, cela consistera à injecter des points d'indice pour relever les bas de grilles”*, précise le cabinet du ministre.

Une mesure qui implique également de ne pas engager de nouvelles mesures catégorielles *“pour conserver les marges de financement dans un contexte budgétaire contraint”*, ajoute l'entourage de David Amiel.

Sur cette dernière mesure, une concertation sera proposée dès le mois de septembre pour ce qui concerne le calibrage technique, les niveaux d'indice, le rythme de montée en charge et l'articulation avec l'indemnité différentielle.

Face à ces propositions, les organisations syndicales ont décidé de ne pas poursuivre la réunion avec le ministre. Si elles ne rejettent pas en bloc ces propositions, elles ont unanimement estimé qu'elles n'étaient *“pas à la hauteur”*. L'entourage de David Amiel a indiqué qu'il proposerait à nouveau une réunion, vraisemblablement en septembre, autour de ces sujets.